

Augmenter la compétitivité agricole suisse

Markus Lips, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, 8356 Ettenhausen

Renseignements: Markus Lips, e-mail: markus.lips@art.admin.ch, tél. +41 52 368 31 31



Près de 10 % des chefs d'exploitation font partie d'une communauté ou d'une communauté partielle d'exploitation.
(Photo: I. Pulfer, ART)

Introduction

La compétitivité est un indicateur qui permet d'évaluer si une entreprise peut vendre durablement ses produits ou ses prestations sur le marché. Cela suppose à la fois que le client soit intéressé par le produit et que les coûts de revient de l'entreprise soient couverts. La compétitivité de la production d'une entreprise ou d'un territoire se mesure par la différence de prix de revient par

rapport à la concurrence extérieure (territoires ou entreprises; Wikipedia le 12 février 2010).

En matière de compétitivité, différents aspects jouent un rôle. Le prix est important, mais la qualité doit également être prise en compte. De plus, la distance entre le producteur et le client peut également être un facteur. Dans le cas de l'agriculture suisse dans son ensemble, il s'avère judicieux de s'en tenir aux critères du prix et des coûts. Une étude plus approfondie serait

nécessaire pour les produits de niche ou ceux du segment premium. Une étude de ce type devrait également englober les secteurs situés en amont et en aval.

Les coûts de revient comprennent tous les coûts engendrés depuis la production jusqu'à la vente, y compris ceux de gestion d'exploitation ou de formation continue. Ils sont le résultat de la comptabilité analytique, qui répartit les coûts communs ou les coûts de structure de l'exploitation sur les différentes branches ou les différents produits. Un des grands avantages de la comptabilité analytique est de permettre des comparaisons entre les exploitations, mais aussi entre les régions et les pays.

Comparaison des coûts de revient

Deux comparaisons avec des régions voisines permettront d'évaluer la compétitivité actuelle de l'agriculture suisse.

Le réseau International Farm Comparison Network (IFCN, www.ifcndairy.org) a pour but de comparer les systèmes de production laitière dans le monde à partir d'exploitations laitières représentatives. La station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART participe en fournissant les données de plusieurs exploitations suisses types. La méthode IFCN évalue le travail en fonction des coûts d'opportunité qui, en Suisse, s'élevaient à CHF 27.– de l'heure en 2008. Comme le calcul englobe l'ensemble de l'exploitation, les coûts des produits dérivés de la production laitière (veaux de réforme, remontes, production fourragère et autres branches de production éventuellement présentes) sont également pris en compte. Une correction est apportée par la suite en déduisant les rendements des produits dérivés. Cette correction part de l'hypothèse que les coûts des produits non laitiers sont neutres, soit qu'ils correspondent exactement aux rendements. Enfin, les paiements directs sont également déduits des coûts. On obtient alors les coûts de revient de la production laitière proprement dite, aussi appelés seuil de rentabilité (*break even*) par l'IFCN. Cette valeur peut être comparée au prix du lait.

L'IFCN caractérise les systèmes de production laitière par le nom du pays (de la région) et le nombre de vaches laitières présentes. Le tableau 1 consigne les résultats obtenus en 2008 en Suisse et dans trois régions, sélectionnées pour les besoins de la comparaison en deux tailles d'effectifs (Hemme 2009). Les résultats sont indiqués par kilogramme de lait corrigé par rapport à la teneur en énergie (ECM) pour éviter les distorsions liées aux teneurs du lait (graisses et protéines).

La comparaison IFCN montre que la Suisse affiche des coûts nettement supérieurs à ceux des trois autres

Résumé Nettement plus élevés que dans les pays voisins, les coûts de production respectivement les coûts de revient doivent être abaissés afin d'augmenter la compétitivité de l'agriculture suisse. Trois possibilités sont envisageables. Premièrement, l'extension des exploitations permet d'obtenir des économies d'échelle et donc de réduire les coûts par unité, mais les terres indispensables à la croissance des exploitations sont pratiquement inexistantes. Deuxièmement, la coopération constitue une alternative à la croissance individuelle des exploitations. Des enquêtes ont toutefois montré que les formes plus intensives de coopération comme les communautés ou communautés partielles d'exploitation n'ont pas vraiment la préférence des agriculteurs. Troisièmement, de grandes disparités existent en matière de revenu du travail, et pas seulement dans le secteur agricole dans son ensemble, mais aussi entre les exploitations de structure similaire. Ceci montre que, même sans extension de l'exploitation ou sans coopération, il existe des possibilités pour augmenter l'efficacité et diminuer les coûts.

régions. Parallèlement, il faut signaler que les contraintes, en matière de protection des animaux notamment, varient d'un pays à l'autre.

Les données d'exploitation de systèmes de production similaire en grandes cultures ont été comparées entre la Suisse et le Bade-Wurtemberg (Lips *et al.* 2007; tabl. 2). Suivant la culture, les coûts sont basés sur les informations de deux à six exploitations suisses et de deux à huit exploitations du Bade-Wurtemberg.

Tableau 1 | Comparaison des coûts de revient par kg d'ECM pour la production laitière

Nombre de vaches	Pays/Région	CHF/ kg ECM
20 à 39	Suisse-20	1,11
	Autriche-22	0,90
	Bavière-31	0,80
	France-38	0,86
40 à 60	Suisse-57	0,81
	Autriche-40	0,63
	Bavière-55	0,67
	France-60	0,55

Source: Hemme (2009), cours de change appliqué: 1.08 CHF/\$

Tableau 2 | Comparaison des coûts de revient en CHF/ha pour cinq grandes cultures

Culture	Suisse	Bade-Wurtemberg
Blé	4151.–	2502.–
Céréales fourragères	4795.–	2367.–
Colza	4133.–	2331.–
Pommes de terre (tardives)	13 960.–	8051.–
Betteraves sucrières	6410.–	3995.–

Les coûts plus élevés en Suisse s'expliquent essentiellement par le niveau de prix plus haut en général et la taille inférieure des exploitations. L'analyse des postes de charges montre que les principales différences concernent les machines, dont le degré d'utilisation est plus important dans le Bade-Wurtemberg.

Les deux comparaisons montrent que les coûts de revient sont nettement plus élevés en Suisse que dans les pays voisins. Pour être compétitif, il est impératif de baisser les coûts de revient. Il existe trois possibilités d'y parvenir, que nous développons ici.

Economie d'échelle

L'économie d'échelle (*economies of scale*) signifie que l'augmentation du volume de production fait baisser les coûts à l'unité. Cela s'explique par la rationalisation croissante et la répartition des coûts fixes sur une plus grande quantité.

Des calculs de coûts correspondants sont disponibles pour la production laitière. Les coûts de revient par kg d'ECM ont en effet été calculés pour un système de production laitière donné pour des effectifs de 20 à 100 vaches (Gazzarin *et al.* 2005). Les principales caractéristiques du système de production laitière sont les suivantes: production laitière de 6700 kg par lactation, une stabulation libre et un affouragement à base d'ensilage. En été, les animaux ont un complément de pâture. La courbe (fig. 1) illustre très bien la dégression des coûts. Dans la tranche comprise entre 20 et 30 vaches, la dégression est particulièrement forte. Pour la situation actuelle de la production laitière suisse, dont l'effectif moyen est de 19,8 vaches laitières (Roesch et Hausheer Schnider 2009), cette tranche est d'un intérêt capital.

Les économies d'échelle jouent également un rôle clé au niveau du degré d'utilisation des machines, à l'exemple de la faucheuse à deux essieux (tracteur avec faucheuse frontale) d'une puissance de 30 kW (41 CV): la machine est prévue pour une durée d'utilisation (unités de travail) de 8000 heures, mais n'est employée en moyenne que 195 heures par an (Albisser *et al.* 2009). Le calcul des coûts de machines se base sur 200 heures par

an et une durée d'utilisation de 15 ans, ce qui se traduit par un tarif d'indemnisation de CHF 48.– de l'heure (Gazzarin et Albisser 2009). Si le degré d'utilisation est multiplié par deux et atteint 400 heures par an, la tarif d'indemnisation passe à CHF 33.–, ce qui représente une économie de 30 %.

Bien que la relation entre coûts et degré d'utilisation ou entre coûts et taille d'exploitation en général soit connue, les modifications structurelles observées ces dernières années ne sont pas très importantes pour autant. Dans le cadre d'une enquête représentative auprès des producteurs laitiers de Suisse orientale, toutes les exploitations qui avaient l'intention de continuer à produire du lait dans les vingt prochaines années ont été interrogées sur le principal obstacle à leur croissance: 39 % ont indiqué le manque de terres disponibles (Gazzarin *et al.* 2008). Pour les exploitations des zones de colline, ce pourcentage atteignait même 54 %. Par conséquent, l'extension des exploitations individuelles semble difficile.

Coopération

La coopération permet elle aussi de bénéficier d'économies d'échelle et représente une alternative à la croissance individuelle des exploitations. 53 % des chefs d'exploitation suisses alémaniques interrogés dans le cadre d'une enquête déclarent recourir aux entreprises de travaux agricoles (Lips *et al.* 2009), ce qui constitue la forme la plus simple de coopération. Un bon tiers participe à une communauté de machines. Lorsque les formes de coopération deviennent plus intensives, leur popularité s'affaiblit. Seuls 5,4 % des chefs d'exploitation font partie d'une communauté partielle d'exploitation, tandis que 4,2 % appartiennent à une communauté d'exploitation. La part des communautés d'exploitation est variable selon les régions. Elles sont particulièrement pré-

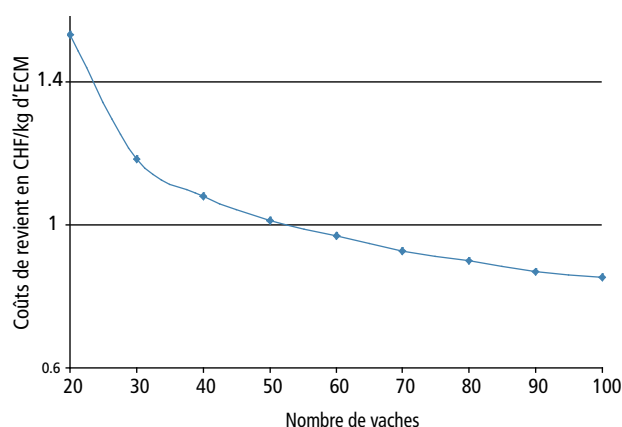


Figure 1 | Coûts de revient en CHF par kg d'ECM en fonction du nombre de vaches.

sentes dans les cantons de Neuchâtel, du Jura et de Fribourg (Möhring 2007).

Le fait que seuls 10 % des chefs d'exploitations adhérent à un mode de coopération étroite indique que les obstacles ne sont pas négligeables lorsqu'il s'agit de réaliser des économies par le biais d'une forme de coopération. Dans le cadre de l'enquête auprès des producteurs laitiers de Suisse orientale, tous les producteurs laitiers, qui, premièrement, souhaitaient rester dans la production laitière, deuxièmement, n'étaient pas organisés en communautés ou communautés partielles d'exploitation et, troisièmement, n'avaient pas l'intention de le faire à l'avenir, ont été interrogés sur le principal obstacle qui les en empêchait. Un quart des 254 chefs d'exploitation ayant répondu ont déclaré ne pas trouver le partenaire adéquat (Gazzarin *et al.* 2008). Un autre quart ne s'est pas penché sur la question, tandis que 22 % préféraient rester indépendants. 18 % pensaient qu'une collaboration étroite pourrait «mal se passer». Enfin, 10 % ont évoqué des circonstances externes.

Une enquête auprès des chefs d'exploitation suisses alémaniques sur les points faibles des communautés d'exploitation a donné des résultats similaires. Pratiquement toutes les personnes interrogées ont évoqué les conflits humains (Pulfer 2007). Les autres raisons majeures étaient la grande dépendance et l'incertitude par rapport à la réussite.

Les deux enquêtes montrent clairement qu'une collaboration plus étroite n'entraîne pas l'adhésion de la plupart des chefs d'exploitation. Mais comme il existe une relation positive entre ce que l'on sait des communautés d'exploitation et l'opinion qu'on en a (Pulfer *et al.* 2009), il est possible d'améliorer la perception de ces formes de coopération en diffusant davantage d'informations détaillées. Mettre ces modes de collaboration en avant dans les médias agricoles, les cours de formation continue et la formation agricole pourrait promouvoir les formes de coopération étroites. Les aspects essentiels sont certainement les formes possibles de coopérations (les formes juridiques également) et les mesures qui peuvent aider à éviter ou à résoudre les conflits humains.

Par ailleurs, les formes de coopération qui permettent de se désengager relativement facilement pourraient permettre de tester la possibilité d'une collaboration à long terme. Une communauté d'assolement, où deux exploitations au moins mettent en commun leurs terres ouvertes et les exploitent ensemble, constitue une solution de ce type. La communauté partielle d'exploitation pour vaches laitières est une autre possibilité. Dans ce cas, deux exploitations de vaches laitières de taille différente mettent en commun leur cheptel et

organisent la traite dans une seule étable. Cette solution est tout à fait réaliste, car environ 20 % des capacités des étables ne sont pas utilisées (Gazzarin *et al.* 2008; Jan *et al.* 2005).

Efficiences

L'estimation annuelle de la situation des revenus dans l'agriculture met en évidence l'ampleur des disparités. En 2008, la médiane du revenu du travail, c'est-à-dire le revenu annuel d'une unité de main-d'œuvre familiale à 100 %, s'élevait à CHF 37'200.- (Schmid et Hausheer Schnider 2009), ce qui représente CHF 3100.- par mois (fig. 2).

Le premier quartile de revenu mensuel s'élevait à CHF 1625.-, le troisième à CHF 5008.-. Par conséquent, 25 % des exploitations avaient un revenu par unité de main-d'œuvre familiale inférieur à CHF 1625.- et 25 % des exploitations un revenu supérieur à CHF 5008.-. Tandis que le premier décile (10 % des exploitations affichant le revenu le plus bas) atteignait CHF 275.- par mois, le neuvième décile était de CHF 7333.-

Une étude de Jan et Lips (2009) fournit un autre exemple de l'hétérogénéité entre les exploitations. Cette analyse a calculé les variations annuelles de la productivité physique totale des facteurs (rapport entre l'output et tous les inputs) pour 71 exploitations de production laitière en zone de montagne 2 pendant une période de huit ans. En moyenne, les exploitations ont pu augmenter la productivité physique des facteurs de +1,4 % par an. La plage de variation était considérable car, tandis que le premier quartile s'élevait à -0,6 % par an, le quatrième quartile atteignait +3,8 % par an.

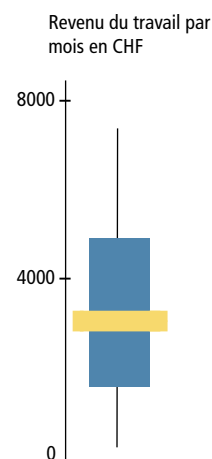


Figure 2 | Boxplot pour le revenu du travail d'une unité de main-d'œuvre familiale à 100 % par mois en CHF.

Les différences observées s'expliquent principalement par l'orientation de la production (type d'exploitation) et l'altitude (région). Mais elles sont loin d'expliquer la totalité de l'amplitude de variation, comme le montre l'exemple d'exploitations de référence du Dépouillement Centralisé d'ART qui présentent une structure très similaire (exercice comptable 2008). Il s'agit de cinq exploitations de production laitière de l'étage collinéen. Toutes exploitent entre 19,0 et 20,9 ha de surface agricole utile et produisent 130 à 140 tonnes de lait. Afin de mettre en évidence l'amplitude de variation, nous avons indiqué les moyennes et le rapport entre la valeur maximale et minimale pour six variables des cinq exploitations (tabl. 3). Des différences très nettes apparaissent notamment dans la prestation brute de la para-agriculture et le revenu mensuel du travail. L'exploitation dont le revenu du travail est le plus élevé arrive en quatrième position pour la para-agriculture. La gestion d'exploitation contribue probablement pour une grande part à la disparité des résultats. Des études détaillées sont prévues à ce sujet.

Cette hétérogénéité manifeste est synonyme pour beaucoup d'exploitations de possibilité d'augmenter leur efficacité et donc de réduire leurs coûts. L'échange d'expériences entre les chefs d'exploitation permet d'accroître la sensibilité des participants à la question et constitue un instrument prometteur, permettant de s'inspirer des meilleurs. La formation continue et la formation professionnelle peuvent fournir des contributions importantes.

Tableau 3 | Cinq exploitations de production laitière

Variable	Moyenne	Rapport entre la valeur maximale et la valeur minimale
Production laitière annuelle par vache (kg)	6212	1,1
Coûts des machines (CHF/ha)	1551	1,8
Coûts des aliments pour animaux (CHF/ha)	1028	2,8
Prestation brute de la para-agriculture (CHF)	23 499	15,8
Journées de travail normales	449	1,6
Revenu du travail (CHF/mois)	3050	5,1

Source: Dépouillement Centralisé des données comptables d'ART

Conclusions

- Les coûts de revient jouent un rôle capital dans la compétitivité de l'agriculture suisse.
- Les coûts de revient sont nettement plus élevés en Suisse que dans les pays voisins, il est indispensable de faire des efforts pour les réduire.
- Trois possibilités sont envisageables: étendre les exploitations pour faire des économies d'échelle, adhérer à des formes de coopération et augmenter l'efficacité.
- La réduction des coûts et l'augmentation de la compétitivité qui en découle représentent un enjeu important pour les chefs d'exploitation, les vulgarisateurs et les chercheurs. ■



Figure 3 | La taille de l'exploitation est essentielle pour les économies d'échelle et donc pour les coûts de revient.

Riassunto

Aumentare la competitività agricola svizzera

L'agricoltura svizzera presenta costi di produzione e costi diretti decisamente più elevati rispetto ai paesi confinanti; occorre pertanto ridurli per aumentare la competitività. A tal fine esistono tre possibilità di intervento. Primo: l'ampliamento delle aziende rende possibili effetti di scala e quindi una riduzione dei costi per unità. Tuttavia, manca in pratica il presupposto fondamentale, ossia la disponibilità di superfici supplementari. Secondo: la cooperazione rappresenta un'alternativa alla crescita delle singole aziende. Da indagini emerge, però, che le forme più intensive di cooperazione, quali comunità aziendali o comunità aziendali settoriali, non trovano i necessari consensi degli agricoltori. Terzo: esiste una notevole differenza in termini di reddito del lavoro, non soltanto nel settore agricolo, ma anche in aziende strutturalmente analoghe. Ciò indica il fatto che esiste un considerevole potenziale di aumento dell'efficienza e quindi di riduzione dei costi, anche a prescindere dalla crescita delle singole aziende o dalla cooperazione.

Bibliographie

- Albisser G., Gazzarin Ch. & Gärtner D., 2009. Coûts des machines dans la pratique. Rapport ART n° 711, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Gazzarin Ch. & Albisser G., 2009. Coûts-machines 2009/10. Rapport ART n° 717, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Gazzarin Ch., Ammann H., Schick M., Van Caenegem L. & Lips M., 2005. Systèmes de production laitière dans les régions de plaine et des collines. Quelle est la solution optimale pour l'avenir? Rapport ART n° 645, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Gazzarin Ch., Bloch L., Schneitter O. & Lips, M., 2008. Comment les exploitations de lait commercialisé réagissent-elles aux enjeux actuels? Une enquête représentative en Suisse orientale avant la suppression des contingents laitiers. Rapport ART n° 698, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Hemme T. (éditeur), 2009. IFCN Dairy Report 2009, Kiel.
- Jan P., Lips M. & Gazzarin Ch., 2005. Quel est le niveau de dynamisme des exploitations laitières en région de montagne? Rapport ART n° 630, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Jan P. & Lips M., 2009. Total factor productivity change of Swiss dairy farms located in the mountainous area. Tagungsband der 19. Jahrestagung der Österreichischen Gesellschaft für Agrarökonomie, Innsbruck 24./25. Sept.

Summary

Improving competitiveness in Swiss farming

As Swiss agriculture full product costs are considerably higher than those of neighbouring countries, the improvement of its competitiveness by cutting costs is very important. Three possible strategies are conceivable. Firstly, increasing the size of farms allows to achieve economies of scale, thus to reduce the cost per unit. Additional land is an important prerequisite for growth, but is very scarce in Switzerland. Secondly, co-operations are an alternative to growth on a single farm basis. Surveys show, however, that more intensive forms of co-operation such as farming collectives or collectives on a production branch basis are hardly a farm manager's first choice. Thirdly, a considerable variation can be observed in earned income, not only in the agricultural sector as a whole but also between structurally similar farms. This indicates that even without individual farm growth or joint ventures there is a considerable potential for boosting efficiency and hence for cost cutting.

Key words: competitiveness, production costs, farm management.

- Lips M., Ammann H., Signer A. & Steingruber E., 2007. Grandes cultures: comparaison des coûts entre la Suisse et le Bade-Wurtemberg. Rapport ART n° 687, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Lips M., Pulfer I. & Jucker F., 2009. Formes de coopération permettant aux agriculteurs de se désengager facilement. Rapport ART n° 706, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Möhring A., 2007. Communautés d'exploitation. Des structures d'exploitations plus grandes et donc plus compétitives. Rapport ART n° 671, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Pulfer I., 2007. L'image des communautés d'exploitation. Rapport ART n° 692, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Pulfer I., Möhring A. & Lips M., 2009. Wissen und Image bei Landwirten und Experten bezüglich Betriebsgemeinschaft, ein Vergleich der beiden Gruppen. *Berichte über Landwirtschaft* 87 (1), 106–117.
- Roesch A. & Hausheer Schnider J., 2009. Rapport de base 2008. Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.
- Schmid D. & Hausheer Schnider J., 2009. Evolution économique de l'agriculture suisse en 2008. Rapport ART n° 714, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.